N° 101 / Novembre 2015 1,50 € (soutien 2 €) lct.cwb@gmail.com / www.lct-cwb.be / www.litci.org

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » **(K.Marx)**



EN LUTTE

Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI

« Les attentats de Paris, c'est tous les jours dans mon pays. »
Obada, refugié syrien (Le Soir 16.11.2015)
(Le lendemain, François Hollande a largué 20 bombes sur la population d'une ville syrienne, Raqqa.)

Le gouvernement approfondit sa politique d'austérité. p. 3

Grèves sous tensions à la SNCB. p. 6

En lutte, avec notre classe !

Ces derniers mois, la situation politique belge a été marquée par d'importantes mobilisations autour de deux thématiques centrales : la lutte contre l'austérité du gouvernement Michel-De Wever et les réfugiés.

Les travailleurs sont descendus en nombre dans la rue le 7 octobre pour manifester leur ras-le-bol et leur opposition aux politiques antisociales menées par le gouvernement : un an de coupes et de restrictions budgétaires, un an de cadeaux au patronat ! En réaction, le gouvernement non seulement fait la sourde oreille, mais réprime et attaque le droit de grève. Décidément, encore une fois, les traditionnelles et ponctuelles manifestations Nord-Midi ne suffiront pas. C'est un plan de lutte ferme et décidé, une unité d'action syndicale autour de revendications claires et une mobilisation sans précédent des bases syndicales qu'il nous faut construire si nous prétendons gagner cette lutte contre la destruction de nos acquis.

L'autre point politique chaud de cette rentrée fut l'arrivée massive de réfugiés, la plupart chassés de chez eux par la guerre. Le soutien actif et concret fut impressionnant, et cette solidarité s'est également manifestée politiquement à travers plusieurs manifestations, alors que le gouvernement propose un accueil déplorable, sélectionne ceux qui représentent une main d'œuvre « utile » aux patrons et applique pour les autres une politique très restrictive !

D'autre part, la question de l'accueil ne doit pas nous faire oublier une chose : si la population syrienne fuit son pays, c'est avant tout parce que cela fait cinq ans que les pays impérialistes observent un silence complice face aux atrocités commises par Bashar el-Assad et l'Etat Islamique. Si l'EI a grandi et exécute des attentats barbares, en Syrie comme à Paris, ce n'est que le fruit de la barbarie bien plus grande des puissances impérialistes, qui mènent depuis des décennies des conquêtes sanglantes dans cette région stratégique que sont le Moyen et le Proche-Orient.

Tant les politiques d'austérité que la question des réfugiés doivent être pensées et analysées dans un cadre européen. Et dans ce processus européen, où les politiques des bourgeoisies nationales vont toutes dans le même sens, bien qu'avec des rythmes différents, la réponse des masses aussi se développe. Partout, des éléments de réorganisation politique et syndicale pointent, certaines plus avancées que d'autres. En Espagne, une initiative de syndicalistes combatifs se met en place. En Allemagne, une Conférence Internationale des Travailleurs de l'Automobile organise la solidarité internationale dans le secteur.

Migrations, interventions politiques et militaires impérialistes, attentats, politiques d'austérité, réorganisation politique et syndicale : autant d'aspects actuels de la lutte de classes, qu'il nous faut prendre à bras le corps afin d'y apporter nos propres réponses, en intervenant concrètement dans les luttes.

Un mot finalement sur le nom de notre journal. Nos lecteurs habituels auront remarqué le changement, après 100 numéros et 19 ans de « Presse Internationale ». Les premiers numéros, édités par des camarades de la LIT venus en Belgique pour y défendre le programme de notre organisation internationale, reflétaient surtout la réalité internationale. Dix ans plus tard, la LCT a été fondée. Notre engagement avec la lutte, en Belgique comme dans le monde, n'a pas changé, mais est devenu plus concret, avec une meilleure insertion dans les luttes ici. Il était temps de refléter cela aussi dans le titre de notre journal : La lutte : un engagement sans équivoque dans cette lutte de classes qui nous est imposée par le capital. ■

LIT-QI

La Ligue Internationale des Travailleurs- Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky.

Nous revendiquons la révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 25 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Ed. resp. J.Talpe - rue de l'Elan 73 - Bruxelles

Le gouvernement approfondit sa politique d'austérité



Malgré les importantes mobilisations qui ont eu lieu ces derniers mois, que cela soit en soutien aux réfugiés, lors de l'action syndicale du 7 octobre ou des grèves à la SNCB et dans de nombreuses entreprises, le gouvernement, confiant, ne modifie pas d'un millimètre sa politique antisociale. Ainsi, malgré notre combativité, les mesures d'austérité se poursuivent.

Un gouvernement à l'offensive contre les travailleurs

Le gouvernement Michel-De Wever fait encore plus de cadeaux aux patrons que les précédents, en réduisant les charges patronales, en bloquant l'indexation des salaires, en allongeant la pension à 67 ans, en obligeant les travailleurs sans emploi et à temps partiel à accepter n'importe quel boulot sous peine d'exclusion du chômage et en remettant les travailleurs en incapacité de travail au boulot après deux mois. Sans compter les coupes dans les administrations communales et les services publics comme les hôpitaux ou la justice. C'est cela sa ligne générale ; malgré les prétendus « cadeaux » aux travailleurs de la réforme fiscale, le Tax Shift, qui devrait augmenter notre salaire net de 100 €, lesquels seront largement dépensés pour payer la hausse de notre facture d'électricité, du diesel ou de l'alcool.

Le gouvernement répond aux revendications du patronat, ce qui nous montre clairement au service de qui il est dans cette société capitaliste. Celui de Di Rupo avait bien un discours plus social, mais servait les mêmes intérêts en initiant les politiques actuelles. Il avait restructuré l'index et gelé les salaires. Ce gouvernement fait un pas supplémentaire et « tient sa promesse » de faire passer les charges patronale de 33 à 25 % à la fin de sa législature. Il diminue ainsi le coût de la main-d'œuvre en Belgique en vidant les caisses de la sécurité sociale.

Nous continuons à perdre et les patrons à gagner. Ce gouvernement continue le processus de privatisation de la SNCB, de B-post et de Belgacom en permettant la sous-traitance et en diminuant la participation gouvernementale à moins de 51 %. Autant dire, des sociétés privées qui viseront la rentabilité et non la qualité du service.

Quand le gouvernement cherche de l'argent à chaque contrôle budgétaire, il coupe dans nos acquis… et donne aux actionnaires. Pourtant, de l'argent il y en a quand il s'agit d'instaurer un climat sécuritaire en mettant les militaires dans les rues, ce qui a déjà coûté près de 10 millions d'euros depuis janvier ! Et, il y en a dans les poches des grandes entreprises qui ne paient quasi pas d'impôts.

Les directions syndicales ne réagissent pas à la hauteur des attaques

Mais le mécontentement des travailleurs existe bel et bien. La manifestation du 7 octobre a été un succès, ce qui montre que la combativité des travailleurs n'a pas été usée par un an de gouvernement. Il n'y a pas eu de grande démoralisation non plus face à la trahison qu'a représentée l'arrêt des luttes en décembre 2014 ni à la timidité des mobilisations syndicales depuis un an. Les grèves à la SNCB, les actions de blocages à Liège, la grève dans les prisons, la grève chez B-post montrent bien cela. Et le gouvernement en est bien conscient. C'est pour casser cette résistance des travailleurs qu'il attaque le droit de grève en envoyant sa police soutenir les huissiers appelés par les patrons pour casser les piquets de grève, comme ce fut le cas lors des grèves des cheminots à Bruxelles le 9 octobre.

Les directions syndicales n'avancent cependant pas de plan d'action cohérent pour faire plier ce gouvernement, à part la concertation et quelques actions et grèves dans les différentes régions. Elles savent très bien que pour gagner, il faut des actions plus dures, des grèves de plusieurs semaines, mais ce n'est pas dans leur intérêt. Nous pensons que c'est par ce qu'elles veulent conserver leur place à la table des négociations qu'elles canalisent notre colère. Elles ne cherchent pas à obtenir des victoires et c'est pour cela qu'il ne faut pas attendre un plan de lutte conséquent des instances syndicales. L'accord sur les pensions complémentaires conclu avec les organisations patronales reflète bien cela. Ainsi, à la veille de la manifestation du 7 octobre, la direction de la FGTB annonçait déjà qu'elle allait conditionner ses actions à la négociation au groupe des 10, bref, à la discussion avec les patrons. Nos directions syndicales continuent à organiser des promenades pour canaliser notre combativité et éviter au gouvernement des actions plus dures.

C'est exactement ce que disait Marc Goblet à la RTBF, en parlant du barrage filtrant de l'autoroute dans la province de Liège : « *Mais si, la FGTB maîtrise ses troupes ! Puisque d'abord, il faut souligner que si on fait des plans d'action, c'est pour rester dans un cadre... justement pour éviter des débordements.* »[1] Ils canalisent donc, et en même temps, ils négocient avec les patrons la remise au boulot des travailleurs en incapacité de travail. Bref, malgré l'importance des attaques, nos directions syndicales continuent de « négocier le poids de nos chaînes ».

De leur côté, le gouvernement et le patronat ont saisi le prétexte des deux décès tragiques de ce jour de grève à Liège pour mettre en cause, une fois de plus, le droit de grève. Une offensive médiatique brutale pour « le droit de travailler » et qui criminalise les travailleurs en lutte. Face à cela, les syndicats doivent réagir et dire clairement : pas touche au droit de grève, non au service minimum !

Malheureusement, nos directions syndicales ne défendent pas clairement les militants syndicaux qui ont pris part à ces actions. Bien au contraire, la centrale générale de la FGTB Liège-Huy Waremme a voté à l'unanimité une motion « *autorisant les membres du secrétariat à appeler à quitter les lieux et se désolidariser de toute action spontanée pouvant entraîner la mise en danger d'autrui, la destruction de biens, le vandalisme, ou nuire à l'image de l'organisation* ».[2] En d'autres termes, face à l'offensive idéologique du patronat et à l'intervention de la justice dans les conflits sociaux, les directions syndicales abandonnent les travailleurs qui expriment leur colère, qui font des « *actions incontrôlées* » lors de situations « *qui dérapent* »..., bref, qui sortent de leur plan d'action, au lieu de les défendre. Si Goblet peut dire à la télévision qu'il ne condamne pas les travailleurs qui bloquaient l'autoroute, il ne dit pas qu'il les défendra, ce qui revient à les condamner à subir la répression. Nous pensons que **les syndicats doivent exiger l'arrêt immédiat des poursuites judiciaires contre les militants ayant bloqué l'autoroute.**



Il en va de même pour les militants qui choisissent des méthodes plus radicales, comme nous l'avons vu lors des affrontements avec la police à la fin de la manifestation du 7 octobre. Cette violence est provoquée d'abord par ce gouvernement qui détruit nos acquis sociaux, tous les jours, et par les provocations policières. Effectivement, ce gouvernement a, en un an, durci la répression. Face à celle-ci, **nous défendons tous les travailleurs qui affrontent le gouvernement, même s'ils n'ont pas la même orientation politique que nous.** Il est scandaleux que la bureaucratie syndicale ne défende pas ces travailleurs et les présente comme des infiltrés étrangers à la manifestation. Encore une fois, nous affirmons que ces militants sont des travailleurs avec d'autres orientations politiques et non des infiltrés. Par contre, l'élément infiltré dans notre manifestation, c'était bien le PS, pas les militants anarchistes !

Et maintenant ?

Le Premier ministre a été clair : son gouvernement ne changera pas sa politique et approfondira ses mesures d'austérité : pas un pas en arrière, mais plutôt dix pas en avant.

Alors, comment faire reculer le gouvernement ? Comment arriver à la suppression de toutes ces mesures d'austérité ? La chute du gouvernement et un gouvernement « plus à gauche » ? Nous pensons que la nécessité première de notre classe n'est pas la chute en soi du gouvernement, mais bien l'amélioration des conditions de vie en faisant reculer la classe des patrons, la bourgeoisie. Mais **pour faire reculer la bourgeoisie qui est derrière ces gouvernements, il faut construire un rapport de force.** Il faudra des grèves et des actions plus dures et sur la durée. C'est de cela dont notre classe à besoin pour obtenir des victoires. Et les élus du PTB doivent servir à la construction de ce rapport de force.



Il faudra que nous soyons beaucoup plus nombreux sur les piquets et dans les actions. La combativité existe et les arguments ne manquent pas pour lutter contre ce gouvernement. Cependant, mobiliser nos camarades de travail, même des militants syndicaux combatifs, est difficile, car toutes les actions syndicales depuis un an n'ont pas fait reculer ce gouvernement. Il faudra patiemment discuter avec nos collègues de travail sur l'importance d'organiser des réunions, faire dans des assemblées un bilan des actions passées, et exiger au syndicat un plan de lutte plus dur et en front commun. Dans ces assemblées, nous devons prendre des décisions et voter des motions. Cependant, dans beaucoup de lieux de travail, les assemblées n'existent presque pas, ou pas du tout. Il faut donc s'organiser avec des collègues de travail pour interpeller nos délégués et demander de convoquer des assemblées du personnel.

Unité dans les luttes !

Il faudra un changement radical dans la politique de nos organisations syndicales, qui n'ont actuellement aucune cohérence pour lutter efficacement et qui nous divisent sur le terrain. C'est par exemple le cas quand la CGSP bloque seule le trafic des trains ou quand la CSC bloque seule les centres de tri postaux et que l'autre organisation syndicale juge le mouvement « prématuré » !

Mais ce changement d'orientation vers un syndicalisme de combat ne viendra que si la base syndicale arrive à mettre une pression suffisante sur les sommets syndicaux.

Les mobilisations et les grèves actuelles doivent nous permettre de mener des discussions sur les bilans de nos luttes et la manière d'organiser la continuité de la lutte pour obtenir de réelles victoires. **Nous devons développer la solidarité entre secteurs,** à l'image de nombreux travailleurs du service public venus soutenir les cheminots lors du piquet de grève de la CGSP-Cheminots à Bruxelles, ou de certains militants CSC venus soutenir les cheminots sur les piquets de la CGSP. Il faut renforcer le front commun à la base, car c'est dans la lutte que nous pouvons nouer des liens entre les différents secteurs et renforcer nos combats.

Nous pensons qu'il faudra également profiter de la période des élections sociales, dans le public comme dans le privé, pour mener ce débat, en mettant à l'ordre du jour des assemblées un point sur la lutte syndicale contre les mesures d'austérité. Elisons des camarades avec un mandat clair, discuté en assemblée, pour la défense de nos acquis et la lutte contre les mesures antisociales. ■

____

1 JT 13h RTBF du 20.10.2015

2 Communiqué de presse du 23.10.2015

NON à la criminalisation des militants syndicaux !
Pas touche au droit de grève !
Convocation d'assemblées décisionnelles sur les lieux de travail pour faire un bilan et organiser la suite de la lutte !
Retrait de l'ensemble des mesures d'austérité du gouvernement !



Grèves sous tensions à la SNCB

Les 9, 19 et 20 octobre derniers, la CGSP/ACOD Cheminots organisait des grèves tournantes du chemin de fer pour dénoncer le projet de « modernisation » de la ministre de la mobilité, Jacqueline Galant, comprenez la privatisation. Si ces grèves, dans des conditions qui s'annonçaient d'emblée difficiles, ont montré des éléments positifs pour l'avenir, elles nous posent aussi des questions sur la manière de poursuivre le combat et obtenir gain de cause.

L'impact des grèves sur la circulation des trains a été fort variable selon les régions et sous-régions. Dans le Hainaut et la province de Liège, les trains étaient en grande partie à l'arrêt pendant 24 h, et le reste de la Wallonie a globalement bien suivi. A Bruxelles, les perturbations se sont fait ressentir partiellement, plutôt en matinée. Par contre, au nord du pays, les trains circulaient presque normalement. Malgré ces différences, les faiblesses et les limites du mouvement, malgré le fait que le gouvernement n'ait pas reculé, le plan d'actions, dans l'ensemble, était non seulement bien nécessaire, mais il nous a montré aussi une série d'aspects positifs pour la suite de la lutte des cheminots.

Contrairement à toute la campagne médiatique contre les grèves, nous insistons tout d'abord sur le fait que le but de ces actions n'est évidemment pas d'ennuyer les voyageurs, mais de mettre la pression sur la Ministre et l'ensemble du gouvernement pour défendre le service public au bénéfice des usagers. L'impact économique des blocages est un excellent moyen pour cela. Rappelons que ce ne sont pas « les cheminots qui prennent en otage les voyageurs », mais le gouvernement qui prend littéralement en otage le service public, en le privatisant petit à petit au seul profit de sociétés privées et de leurs actionnaires.

Les grèves s'annonçaient dans des conditions difficiles pour plusieurs raisons. Premièrement, parce que la CSC-Transcom avait décidé de ne pas se joindre au plan d'action proposé par la CGSP/ACOD, en se limitant à faire une campagne d'information et une pétition en ligne, exigeant explicitement, à juste titre, « le retrait du plan Galant ».[1] Donc, pas de front commun des principales directions syndicales cheminots dans l'action ! Difficile ensuite parce que dans le syndicat socialiste, il y avait aussi des divergences de vue importantes entre le sommet francophone et son pendant néerlandophone : malgré le vote du plan de grève à l'échelle nationale, le secrétaire général flamand, Jean-Pierre

Goossens, s'est permis de déclarer dans la presse, peu avant le jour J, que l'ACOD ne ferait pas grève. Ce qui a amené beaucoup de confusions et d'hésitations sur le terrain, et finalement une telle différence de résultat pendant les grèves entre le Nord et le Sud du pays... Toutes ces divisions dans les hautes instances syndicales ont d'ailleurs obligé à revoir le plan d'action initial à la baisse, car, rappelons que, début septembre, la proposition était un premier jour de grève nationale, puis trois grèves tournantes, puis 48 h au niveau national. En dépit de ces divisions, il était finalement courageux de maintenir et d'assumer les trois jours de grèves régionales.

Une troisième difficulté s'est présentée sur les piquets de grève, de manière tout à fait inattendue, avec l'arrivée des huissiers de justice et la police pour (tenter de) les rendre impuissants. Tout ceci, accompagné par une vraie guerre médiatique et idéologique, promue par le gouvernement et le patronat, condamnant les grévistes en les accusant de « saboteurs » et d'avoir agi contre la sécurité ; orientant toute l'attention sur la mise en place d'un service minimum ; revendiquant un soi-disant « droit au travail », que des centaines de milliers de sans-emploi ont bien du mal à comprendre ; etc.

Mais en dépit de toutes ces divisions et attaques contre le mouvement de grève, nous avons constaté des éléments très intéressants à la base et pour la suite de la lutte. Sur différents sièges de travail, des affiliés de la CSC se sont mis en grève, contrairement aux consignes de leurs instances. La CGSP a aussi enregistré de nouvelles affiliations suite aux grèves, et en particulier d'affiliés de la CSC qui se reconnaissent dans les grèves. A Bruxelles, des accompagnateurs de train, particulièrement visés par la ministre, se sont bien mobilisés, notamment avec une présence exceptionnelle de « non-syndicalistes » sur des piquets. On constate aussi que de plus en plus de cheminots disent qu'un jour de grève n'est pas suffisant, qu'il en faudrait plus pour faire reculer le gouvernement. C'est un argument utilisé aussi parfois par des non-grévistes qui en demandent plus pour voir le sens de « perdre » une journée de salaire.

Il est clair que la présence aux piquets reste, comme d'habitude, très minoritaire, et trop souvent limitée aux délégués et militants mêmes. Mais tous les éléments cités plus haut nous font dire qu'il existe une attente et une demande d'un secteur de cheminots pour passer à des actions plus dures, qu'une certaine radicalisation est présente à la base. Finalement, ce qui nous semble le plus positif, c'est que, malgré toutes les difficultés, l'élan de la lutte à la base contre la privatisation est toujours bien présent !

Pour augmenter le rapport de force à l'avenir, nous proposons deux pistes. Premièrement, si le travail du militant ou du délégué est indispensable pour mobiliser sur les lieux de travail, nous pensons qu'une plus grande ouverture des instances syndicales vers la base des travailleurs serait favorable à la dynamique de lutte et aux victoires que l'on pourrait obtenir. Nous pensons à des assemblées plus systématiques sur les lieux de travail, des sections syndicales officielles sur le terrain, voire, pourquoi pas, des élections sociales (qui n'existent pas au chemin de fer). Nous constatons, par exemple, que le front commun a été davantage un fait sur le terrain qu'au sommet des instances.

Le Plan Galant

Voici les éléments principaux du plan de la ministre pour une soi-disant « modernisation » :

- **coupe budgétaire drastique de plus de 3 milliards € en 5 ans.** Soit une réduction de quelque 20 % de la dotation annuelle de l'Etat ;
- **augmentation de la productivité de 20 %** sur la même période. Avec notamment le non-remplacement de 7 000 départs à la pension ;
- **suppression des accompagnateurs de train**, qui jouent pourtant un rôle important dans l'information et la sécurité des usagers ;
- **suppression de HR-Rail**, l'employeur unique avec un statut unique pour tous les cheminots (de la SNCB, d'Infrabel ou de HR-Rail même) ;
- tout cela dans le but d'imposer la **libéralisation du transport voyageurs national** (pour 2019-2021), c'est-à-dire l'ouverture complète du « marché ferroviaire » aux compagnies privées, comme en Grande-Bretagne, et la destruction du service public. Ce qui comporte des risques, ainsi qu'inévitablement une augmentation du prix des billets pour l'usager. Le CEO de la SNCB en appelle déjà à une « dérégulation tarifaire », avec l'intention d'augmenter les prix pendant les heures de pointe notamment.

D'autre part, malgré le fait que la CSC se limite à mener une campagne d'information, la pétition qu'elle a lancée est très correcte dans son contenu et sa revendication est sans équivoque : elle exige purement et simplement le retrait du plan ! Nous vous invitons à signer cette pétition[2] et nous encourageons la CGSP/ACOD à poursuivre explicitement ce même objectif. Si le front commun pouvait se faire aussi au sommet autour de cette revendication, et dans l'action, en l'organisant ensemble, nous aurions plus de chance de faire reculer la ministre et le gouvernement.

Pour conclure, la CGSP est partie courageusement au combat toute seule et a fait face à une puissante campagne anti-grève, avec toutefois un objectif et des revendications pas toujours très claires, tandis que la CSC mène une campagne d'information avec une pétition correcte pour le « retrait du plan », mais ne semble pas vouloir partir au combat, voire, va jusqu'à condamner l'action de grève de la CGSP. Le risque aujourd'hui est que les directions de ces organisations se regardent en chien de faïence ou se critiquent mutuellement. Il est clair que la ministre Galant ne les attendra pas pour avancer vers la libéralisation, et elle prépare la destruction de HR-Rail, la privatisation de la SNCB et la fin du statut. Il y a urgence et il faut des actions plus dures ! Sans statut commun à défendre, une fois les cheminots divisés et envoyés dans diverses sociétés, la lutte de ceux-ci pourrait bientôt faire partie de l'histoire. Une partie des cheminots se radicalisent, et nous pensons qu'une plus grande ouverture des instances syndicales vers la base des travailleurs serait bénéfique pour dynamiser la lutte et enfin obtenir des victoires. Pour le retrait du plan Galant, un jour de grève ne sert à rien, entend-on... Pourquoi ne prendrait-on pas exemple chez nos camarades conducteurs de train allemands du syndicat GDL qui ont lutté pendant des mois au début de 2015 et ont déposé notamment un préavis de grève d'une semaine, pour finalement obtenir de grandes avancées sur leurs conditions de travail ? ■

____

1 www.sauvonsnostrains.be
2 https ://16370.lapetition.be



Le droit de grève bafoué

Dès le début du plan de grèves, des huissiers de justice accompagnés de policiers ont débarqué sur les piquets pour imposer des astreintes (amendes de 100 à 300 €) aux grévistes qui empêcheraient les agents des cabines de signalisation d'occuper leur poste ou qui occuperaient certaines voies pour bloquer les trains. C'était tout à fait inattendu et historique à la SNCB.

Les grèves étaient « légales » puisqu'elles avaient suivi la procédure officielle via un préavis déposé par une instance syndicale nationale au moins 10 jours à l'avance... une procédure déjà assez contraignante, et limitant des départs en grève plus spontanés. Il s'agit donc clairement d'une atteinte au droit de grève !

On peut expliquer cette méthode par le climat social plus tendu, avec le gouvernement Michel et sa politique d'austérité et son offensive idéologique plus dures. Face à un niveau de répression supérieur, nous avons besoin d'autant plus de fermeté dans notre lutte. En dernière instance, toutes les attaques contre les travailleurs, qu'elles soient juridiques, policières ou médiatiques, sont conditionnées par le rapport de force social du moment ! Nous nous souvenons comment les 14 nettoyeurs de trains de chez BM&S, sous-traitant de la SNCB, ont refoulé à plusieurs reprises les huissiers et policiers venus pour briser leur piquet de grève, qui a toujours tenu bon grâce à leur détermination !

D'autre part, nous insistons dans ce contexte plus répressif sur l'indispensable organisation de la défense de tout militant qui serait condamné suite à son engagement dans la lutte.

Tout le soutien à la lutte palestinienne, vers une troisième intifada

Depuis quelques années, la résistance historique du peuple palestinien semble avancer vers une nouvelle intifada (soulèvement populaire). Ce serait le début de la troisième, après celles de 1987-1993 et de 2000-2004. Les syndicats, les partis de gauche et le mouvement de masse du monde entier doivent soutenir résolument cette lutte.

Secrétariat international de la LIT-QI - 5 novembre 2015

L'échec des accords d'Oslo

Cela fait plus de 67 ans – depuis la *Nakba* (catastrophe) palestinienne, avec la création de l'Etat d'Israël, le 15 mai 1948 – que le peuple palestinien fait face à une épuration ethnique sans relâche, avec des ordres de démolition de leurs maisons, des expulsions, l'apartheid, la colonisation et l'occupation.

La victoire du Premier ministre Benjamin Netanyahu lors des dernières élections a dévoilé plus clairement encore la politique israélienne en vigueur depuis toujours : celle d'assurer l'existence d'Israël dans toute la Palestine historique, comme un Etat sioniste homogène, et donc sans Palestiniens.

Pour afficher au monde une apparence de « démocratie », Israël ne peut pas exterminer tous les Palestiniens. Il cherche donc à maintenir une minorité sans droits dans des ghettos, comme dans le régime de l'apartheid en Afrique du Sud, pour lui servir de main-d'œuvre bon marché. Mais l'extermination continue, soit par les bombardements périodiques dans la bande de Gaza, soit via les attaques des colons en Cisjordanie, soit par l'emprisonnement dans les geôles israéliennes, soit via le nettoyage ethnique dans les camps de réfugiés des alentours – avec la collaboration des régimes arabes, tels que ceux de Bashar al-Assad et de la monarchie jordanienne – ou l'imposition d'une vie misérable.

La politique impérialiste dans la région se manifeste dans les accords d'Oslo, signés en septembre 1993 entre le gouvernement d'Israël et le président de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), Yasser Arafat. Aujourd'hui, l'échec de cette politique saute aux yeux dans le monde. L'oppression des Palestiniens a augmenté, la misère aussi. Le résultat, plus de 20 ans plus tard, ce sont plus de 7000 Palestiniens morts, plus de 12 000 maisons détruites. Entre 1993 et 2000,



sous-employée. Les accords d'Oslo ont eu comme conséquences moins d'emplois, moins de liberté et moins de terres pour les Palestiniens.

Les Palestiniens vivent aujourd'hui une situation similaire à celle que les juifs ont subie dans le ghetto de Varsovie, étouffé par les nazis. C'est un crime contre les Palestiniens et un crime contre l'humanité.

La gestation d'une nouvelle intifada

Pour faire face au gouvernement de Netanyahu – qui met à nu l'apartheid et encourage les attaques de colons contre les Palestiniens – et à l'échec des accords d'Oslo, l'héroïque jeunesse palestinienne devient protagoniste d'un processus de résistance qui s'oriente vers une nouvelle intifada.

Les symptômes de cette troisième intifada font leur apparition depuis 2011, comme l'une des manifestations de la montée du processus révolutionnaire dans le monde arabe. Cette année, le 15 mai, à l'occasion de l'anniversaire de la *Nakba*, des milliers de réfugiés – en particulier des jeunes – ont marché vers les frontières de la Palestine occupée à

et dans les territoires occupés par l'Etat d'Israël depuis 1948 ont montré que le processus vers une nouvelle intifada n'était pas rentré dans l'ombre.

Dans la nuit du 24 juillet 2014 et durant le lendemain, 25 000 Palestiniens sont descendus dans la rue en Cisjordanie. La chanson la plus populaire parmi les jeunes était « *Oh Qassam, oh habib, bombardez Tel-Aviv* », ce qui mettait en évidence un moral élevé et combatif. (Les brigades Izz al-Din al-Qassam sont la branche armée du Hamas, responsable de la plupart des tirs de roquettes contre des zones occupé par Israël depuis 1948.)

La principale manifestation a réuni 10 000 personnes à Qalandiya, un village entre Ramallah et Jérusalem qui comprend un camp de réfugiés palestiniens, ainsi que le plus important check-point de l'armée israélienne. Cette armée a ouvert le feu sur des manifestants, assassinant cinq Palestiniens. Dans d'autres villes, il y a eu également des morts. Deux manifestants ont été assassinés à Hawara, près de Naplouse, et trois à Beit Omar, près d'Al Khalil (Hébron en hébreu). Mustapha Barghouti, député palestinien et secrétaire général de l'*Initiative nationale palestinienne*, a déclaré

que c'était la plus grande manifestation palestinienne de toute l'histoire de la Cisjordanie.

Cette mobilisation fut précédée par d'autres, presque tous les jours, depuis l'assassinat du jeune Palestinien Mohammad Abu Khdeir, brûlé vif à Jérusalem par trois jeunes sionistes, et les bombardements de Gaza suivis par une invasion terrestre.

En 2015, la poussée pour une nouvelle intifada a pris un nouveau souffle. Dans un article pour le site al-Monitor, le journaliste palestinien Ahmad Melhem écrit que les 11 et 12 juillet, il y eut des manifestations réprimées par les forces israéliennes dans 30 villes et villages palestiniens, à la fois en Cisjordanie, à Jérusalem et dans les territoires occupés en 1948. Les affrontements ont été particulièrement violents à Bethléem, Al Khalil, Jérusalem et Ramallah. L'infâme check-point de Qalandiya fut attaqué avec des pierres et des cocktails molotov, au point d'être occupé par les manifestants pendant une courte période.

Dans les territoires occupés en 1948, les premières manifestations ont eu lieu en Galilée, avec des affrontements avec la police israélienne à Nazareth, Arara, Umm al-Fahem, Taybeh et Qalanswa. La police a utilisé des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc, alors que les manifestants brûlaient des pneus et scandaient en arabe : « *le peuple veut la fin d'Israël* ». Par la suite, les manifestations se sont propagées à d'autres villes et villages palestiniens tels que Haïfa et Jaffa, et à Naqab (dans le désert du Néguev).

Le 30 juillet dernier, à Duma, près de Naplouse, un colon israélien a mis le feu à la maison d'une famille palestinienne, brûlant vifs les occupants. Un bébé de 18 mois, son frère de quatre ans et leur mère y ont trouvé la mort. L'intensification des attaques de colons israéliens contre des Palestiniens durant ces derniers mois et la violation de l'un des principaux lieux saints pour les musulmans, la mosquée al-Aqsa à Jérusalem, ont accéléré ce processus vers la troisième intifada.

Il est possible que cette intifada, le cas échéant, obtienne une dimension considérable pour diverses raisons.

D'abord parce que, d'emblée, elle est en train de toucher les territoires palestiniens occupés en 1948, et non pas seulement Gaza et la Cisjordanie (annexée en 1967) comme c'était le cas lors des deux précédentes. Deuxièmement, parce qu'elle peut incorporer également la mobilisation directe des travailleurs palestiniens, au-delà des actions héroïques de la jeunesse palestinienne. La grève générale d'une journée des travailleurs d'Al Khalil en octobre dernier était une expression de cette dynamique possible.

Troisièmement, parce que l'isolement politique d'Israël dans le monde est en augmentation, malgré tout le soutien que lui apportent l'impérialisme et la grande presse bourgeoise. Au cours de la dernière invasion de Gaza, par exemple, Israël a perdu la bataille pour la conscience des masses dans le monde. Les déclarations de Netanyahu, répudiées y compris par ses alliés, de blâmer les Palestiniens pour la « solution finale » de Hitler, ont démontré non seulement les mensonges de ce dirigeant assassin, mais aussi le fait que l'on ne peut plus rien attendre de cet Etat. D'autres dirigeants se disputent la popularité à côté de Netanyahu, comme Lieberman, qui propose ouvertement l'expulsion sommaire de tous les Palestiniens de l'ensemble du territoire qui leur appartient. Le caractère nazi-fasciste de cet Etat est en train de se révéler avec davantage d'insistance.

Pour ces raisons, il est possible qu'une troisième intifada ait davantage de poids dans la région et dans le monde entier.

Les attaques du 13 novembre à Paris...

« Les Palestiniens et les Syriens, ils vivent ça tous les jours ! Et quand ce sont les Français, on en fait tout un plat. »

Un élève bruxellois de 5e secondaire (Le Soir 17.11.2015)

Les révolutions arabes et la résistance palestinienne : même combat

On ne peut pas dissocier ce mouvement du processus révolutionnaire dans le monde arabe. Les puissants ennemis de la cause palestinienne, dénoncés par le révolutionnaire palestinien Ghasan Kanafani dans son analyse de la révolution de 1936-1939, sont toujours là actuellement : la bourgeoisie palestinienne, les régimes arabes et l'impérialisme / sionisme.

La plupart de la gauche dans le monde a déclaré la fin de la révolution arabe, étant donné les impasses et les reflux conjoncturels qui existent dans tout processus révolutionnaire. Cette nouvelle intifada est une démonstration supplémentaire du fait qu'ils ont complètement tort.

Dans la recherche de la stabilité dans la région – qui doit garantir la sécurité d'Israël –, on tente d'étrangler à tout prix la révolution en Syrie. Après la chute en cascade de quatre dictateurs – en Tunisie, en Egypte, au Yémen et en Libye – et l'entrée en scène du Printemps arabe à la fin de 2010, l'impérialisme intervient directement et indirectement pour contenir l'effet domino. L'organisation Etat islamique est un élément contre-révolutionnaire qui finit par faire le jeu de l'impérialisme et faciliter son intervention militaire. En Syrie, la révolution qui cherche à renverser le dictateur sanguinaire Bachar al-Assad a tourné en guerre civile en 2011. Le prétexte du combat contre l'Etat islamique, mis en avant par l'impérialisme, est utilisé maintenant par la Russie et les alliés du régime syrien pour bombarder les zones libres qui échappent encore au joug de Bashar al-Assad.

La Russie et les Etats-Unis ont conclu un accord militaire entre eux pour « coordonner » l'utilisation de l'espace aérien en Syrie : une division du travail pour décider « qui bombarde ici, et pas là ».[1] La Russie, les Etats-Unis et Israël sont en coordination militaire en Syrie pour étouffer la lutte contre le dictateur al-Assad.

Ici est mise à nu la farce de la gauche castro-chaviste qui défend le dictateur syrien al-Assad comme « anti-impérialiste ». Le génocidaire al-Assad, qui est

en train de détruire le pays en tuant et en expulsant des millions de gens afin de rester au pouvoir, est soutenu par l'alliance militaire des Etats-Unis et de la Russie, avec également le soutien d'Israël. C'est le même al-Assad qui a encerclé et veut détruire le camp de réfugiés de Yarmouk, un bastion historique de la résistance palestinienne en Syrie. Et le même Etat d'Israël qui tue les Palestiniens contribue à soutenir al-Assad.

En ce moment, une nouvelle intifada devrait entraîner une nouvelle montée dans le monde arabe, qui peut aider à relancer la résistance dans toute la région. Cela aurait une énorme importance, étant donné l'autorité politique des Palestiniens dans tout le monde arabe. Les indices s'accumulent, comme le 16 octobre en Jordanie où, dans plusieurs villes, il y a eu de grandes manifestations pour exiger la fin des accords avec Israël.

Pour un Etat palestinien unique, laïque et démocratique

Contrairement aux deux précédentes intifadas palestiniennes, le mouvement vers un nouveau soulèvement populaire a lieu maintenant sans aucune direction ; et en particulier, il remet en question, indirectement, la collaboration de l'Autorité nationale palestinienne (ANP) avec Israël. Les jeunes ne se voient représentés par aucun parti traditionnel. En alliance avec la classe ouvrière, ils doivent construire au sein de ce processus une direction révolutionnaire pour faire avancer la lutte pour la libération de la Palestine.

C'est dans le feu de la lutte contre l'occupation qu'il existe des conditions pour forger une nouvelle direction pour le mouvement palestinien, une direction qui rejette la conciliation avec l'ennemi et qui unifie le peuple palestinien dans la perspective de la libération de toutes les terres palestiniennes, du fleuve jusqu'à la mer.

La solution pour prendre en compte l'ensemble des Palestiniens, dont la plupart vivent en-dehors de leurs terres, est un Etat palestinien unique, laïque et démocratique, avec des droits égaux pour tous les hommes et les femmes qui veulent vivre en paix avec les Palestiniens. Cela implique la destruction de l'Etat nazi-fasciste d'Israël. La coexistence d'un Etat palestinien avec l'Etat d'Israël – tel que défini dans les accords d'Oslo – s'est avérée impossible, comme nous l'avons toujours affirmé.

On ne peut pas coexister avec le fascisme, il faut le détruire. Il était impossible de coexister avec le nazisme, il fallait le vaincre. Il ne s'agit pas d'un conflit religieux, mais de la destruction nécessaire de l'Etat d'Israël, bastion militaire de l'impérialisme dans le monde arabe. Il est possible que les juifs et les musulmans vivent ensemble pacifiquement dans un Etat palestinien laïque et démocratique, comme cela a été le cas dans le passé.

Solidarité

La solidarité internationale est un élément fondamental. Il est nécessaire que tous les syndicats et partis de gauche dénoncent les atrocités de l'Etat israélien. Il faut mettre en œuvre des journées internationales de lutte, coordonnées avec les manifestations palestiniennes. L'unité d'action la plus large en solidarité avec la lutte palestinienne est essentielle.

Il est possible et nécessaire de discuter démocratiquement les différences programmatiques entre tous les secteurs, sans pour autant empêcher l'unité d'action la plus large contre l'Etat israélien.

Parallèlement à cela, on peut renforcer les campagnes comme celle de BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions) contre Israël. Il est essentiel de rejoindre la campagne mondiale pour empêcher la présence de ce pays aux Jeux olympiques de 2016 au Brésil, où une société israélienne de sécurité sera présente, avec le soutien du gouvernement brésilien, pour sécuriser ce méga-évènement.

La LIT se place inconditionnellement du côté de la résistance palestinienne et rejoint les actions dans le monde entier en soutien à sa lutte. ■

---

1 www.elmundo.es/internacional/2015/10/17/5621d2e946163fd80a8b45e6.html

29 novembre

Le *Mouvement des jeunes Palestiniens* appelle à une journée internationale de mobilisation pour exiger :

Fin de l'occupation sioniste et de la colonisation de toute la Palestine

Soutien total à la résistance palestinienne

Liberté pour les prisonniers politiques

Droit de retour pour les refugiés palestiniens

Fin du silence complice de la communauté internationale

Refusons le pacte contre-révolutionnaire qui essaye de maintenir Assad au pouvoir

La guerre civile syrienne en arrive à sa cinquième année. Pendant tout ce temps, la fureur avec laquelle le dictateur Bashar al-Assad s'accroche au pouvoir a détruit le pays. Plus de 250 000 personnes sont mortes. Deux millions ont été blessées, dont des milliers sont restées invalides.

Secrétariat International de la LIT-QI
São Paulo, le 31 octobre 2015



Le secrétaire d'Etat des Etats-Unis John Kerry et le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov

Selon le rapport de l'ONU, six millions de personnes se sont vues obligées de fuir leurs foyers, soit un tiers de la population. L'Observatoire syrien pour les Droits de l'Homme élève ce chiffre à 11 millions, dont plus de 2 millions – des mineurs d'âge pour la moitié – ont croisé la frontière et sont devenus des « réfugiés » en Jordanie, au Liban, en Irak, en Turquie, et frappent maintenant, on le sait, aux portes de l'Europe, ce qui affole les gouvernements. Quelque 280 000 Syriens sont arrivés sur les côtes européennes par la Méditerranée, soit 40 % du total des réfugiés pour l'année en cours.

La Syrie tombe en ruine, aux yeux du monde. La destruction de l'infrastructure de ce pays – dont les villes deviennent fantomatiques – et la terrible perte de population vont marquer à feu et à sang cette société pour les prochaines décennies.

Les attaques de la Russie en faveur d'Assad

Dans ce contexte, l'entrée en scène de la Russie montre les changements en cours dans la guerre civile syrienne, après plusieurs mois où semblait primer une « impasse militaire ». Le régime de Damas, une ville couverte par les bombes lancées par l'aviation et la marine de Poutine, a lancé une offensive terrestre contre les positions rebelles.

Dans des villes comme Idlib et Hama (à l'ouest), Alep (au nord) et Latakieh (sur la côte méditerranéenne), fief de la famille Assad et région où Moscou défend sa base navale de Tartus, les troupes de la dictature font avancer leurs lignes de front, avec des milliers de combattants de la milice libanaise Hezbollah et des centaines de « gardes révolutionnaires » iraniens.

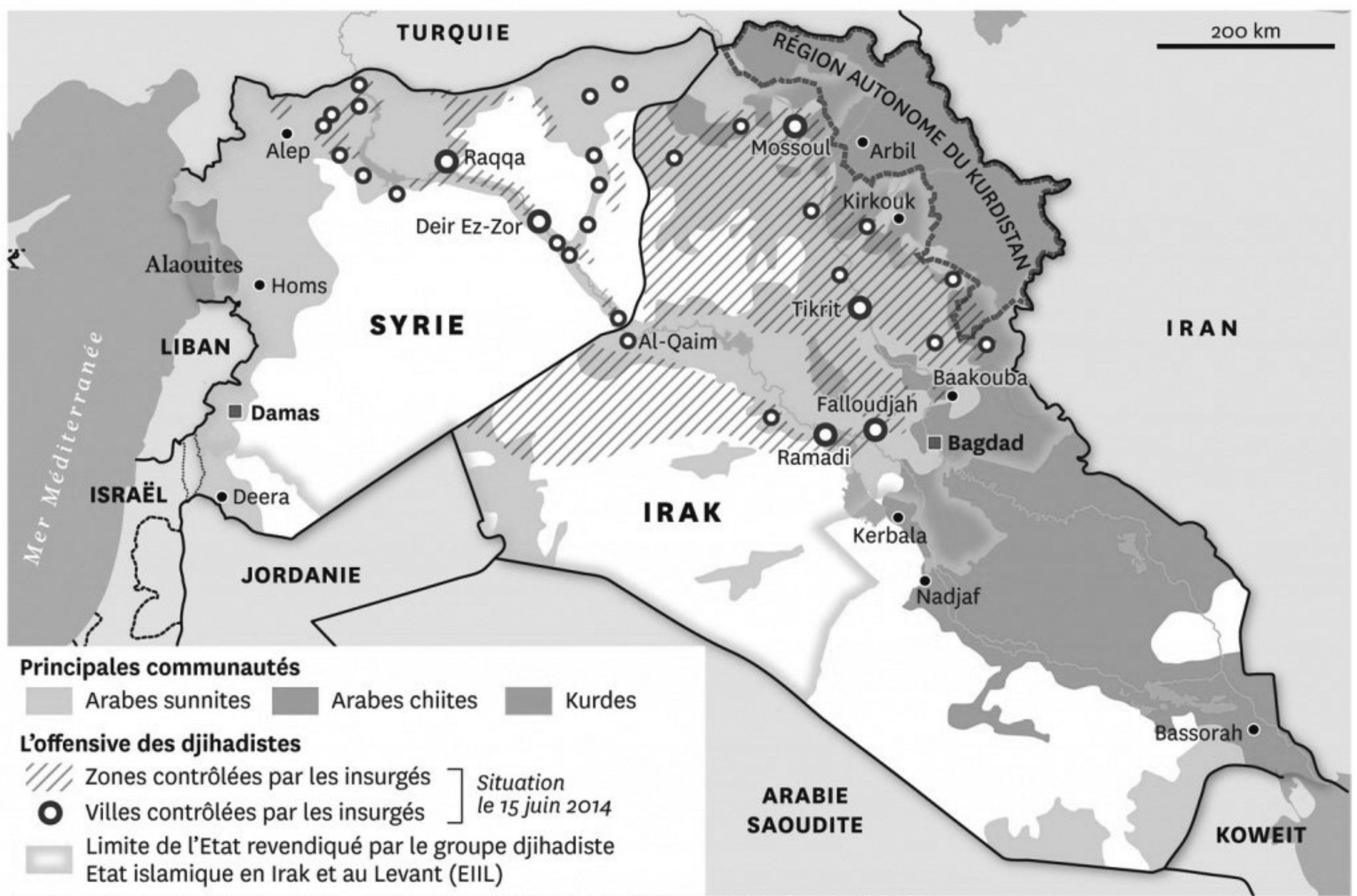
Malgré les déclarations du Kremlin, il est maintenant très clair que les attaques russes ne sont pas dirigées contre l'Etat islamique (EI), qui en a même profité pour avancer sur le terrain à Alep, mais principalement contre les positions des milices antidictatoriales. Il suffit de regarder la carte de la Syrie pour se rendre compte que les bombes russes tombent bien loin du soi-disant « califat ».

L'intervention plus directe et incisive de la Russie est fondamentalement liée à la dégradation de la situation du régime syrien, qui est mal en point après cinq ans d'affrontements avec la révolution. En réalité, « l'impasse militaire » n'a jamais interrompu la perte de ressources du régime. Le dictateur Assad ne contrôle pas plus de 25 % du territoire. S'il a réussi à se maintenir au pouvoir jusqu'à maintenant, c'est précisément grâce à l'appui qu'il reçoit de pays comme la Russie, l'Iran et la Chine, de la milice libanaise du Hezbollah, et même de gouvernements qui se disent « progressistes », comme ceux du Venezuela et de Cuba.

Bien que le pouvoir militaire russe est supérieur à celui de n'importe quel autre allié du régime syrien, il serait erroné de conclure que l'intervention de Poutine a forcément « condamné » la révolution.

En premier lieu, parce qu'il n'existe pas, jusqu'à présent, de « troupes au sol ». Sur le plan militaire, les bombardements peuvent aider énormément, mais le combat direct avec les rebelles reste à charge des forces mal en point du régime, et des miliciens du Hezbollah et de l'Iran.

Irak-Syrie : la nouvelle carte d'une zone de guerre



SOURCES : "NEW YORK TIMES", THOMAS VAN LINGE, J. LEWIS, "THE ISLAMIC STATE IN IRAQ RETURNS TO DIYALA", INSTITUTE FOR THE STUDY OF WAR

Jusqu'à présent, les milices rebelles résistent à l'offensive de manière tenace. Elles y arrivent avec d'immenses efforts, car elles manquent d'armes lourdes et de la technologie militaire nécessaire.

La révolution, bien que cernée, fait son chemin. Et c'est un élément central et incontournable qui, comme mentionné plus haut, explique l'intervention russe et toutes les initiatives actuelles de l'impérialisme.

Idbid continue à être contrôlée par les forces rebelles, principalement par des groupes islamistes comme al-Nusra et Ahrar al-Sham, qui constituent le dénommé Front de la Conquête ; on se bat rue par rue dans Alep, et des poches de résistants armés persistent à Deraá (au sud) et dans la périphérie même de Damas (Ghouta orientale). Dans le Kurdistan syrien, les milices kurdes continuent à maintenir à distance les hordes de l'Etat islamique.

Un ample accord contre-révolutionnaire, et ses difficultés

Donc, alors que les milices rebelles doivent affronter l'axe Assad-Russie-Iran-Hezbollah sur le champ de bataille, un ample pacte se dévoile sur le terrain diplomatique, entre les Etats-Unis, l'Europe, la Russie et l'Iran, pour vaincre la révolution et « stabiliser » le pays. Ceux-ci peuvent avoir des désaccords sur les rythmes et les manières de s'y prendre, mais c'est bien cela leur objectif principal.

Cela fait plus d'un an que Washington ne propose plus la démission d'Assad, bien que sa rhétorique ne cesse de critiquer la dictature syrienne et de l'accuser de « crimes humanitaires ». Au contraire, depuis le début des bombardements étasuniens sur le sol syrien – il y a plus d'un an – Obama et ses généraux insistent sur le fait que « l'objectif immédiat » est de vaincre l'Etat islamique, et non de déloger Assad du pouvoir.

Dans le cadre de cette politique, les Etats Unis ferment les yeux sur les attaques russes contre les rebelles, alors qu'il existe des contacts entre Washington et Moscou sur « *la nécessité de coordonner la lutte contre l'Etat islamique et d'autres organisations terroristes* ». Et c'est le ministère des Affaires étrangères russe qui a informé « qu'ils ont discuté avec les Etats-Unis de la manière de résoudre la situation en Syrie », envisageant ensemble une « issue négociée ». [1]

En ce sens, un accord s'est concrétisé, il y a quelques jours, entre les deux pays pour coordonner l'usage de l'espace aérien en Syrie [2] : une division de tâches pour décider « qui bombarde ici, et pas là ».

Les impérialismes européen et étasunien – confrontés à la prolongation d'une guerre apparemment « sans issue » et l'apparition et la consolidation de l'Etat islamique dans les territoires de la Syrie et de l'Irak (qui composent son

« califat »), ainsi que, surtout, l'énorme pression exercée par l'incessante arrivée de réfugiés syriens en Europe – renforcent leurs efforts pour « stabiliser » le pays moyennant une « transition politique », sans nécessairement exiger la démission préalable d'Assad, et envisageant, au contraire, sa participation dans le « processus de négociations ».

Déjà en mars, le chef de la diplomatie américaine, John Kerry, admettait que *« finalement, nous devrons négocier ».* D'un autre côté, il est clair que les bombardements russes, en plus d'ouvrir la route aux troupes du dictateur syrien, prétendent forcer une négociation qui maintiendrait Assad au pouvoir. C'est d'ailleurs cela l'objectif d'Assad lui-même depuis l'apparition de l'Etat islamique : essayer d'apparaître comme « le mal nécessaire pour combattre le terrorisme ».

Il y a un peu plus d'un mois, Kerry dévoilait clairement la politique étasunienne : *« nous devons entrer en négociation. C'est ce que nous cherchons, et nous espérons que la Russie, l'Iran et les autres pays influents aident à y arriver, puisque c'est ce qui empêche cette crise de se terminer.* » Il se posait la question : « *Nous sommes prêts à négocier ; Assad est-il prêt à négocier, à vraiment négocier ? La Russie est-elle prête à l'amener à la table des négociations ?* » Et il insistait en même temps sur le fait qu'une possible démission d'Assad *« ne doit pas se faire le premier jour ni le premier mois.*[...] *Il y a un processus par lequel toutes les parties doivent se mettre ensemble pour arriver à un arrangement sur la façon d'obtenir cela de la meilleure façon. »*[3]

Angela Merkel, qui dirige le principal impérialisme européen, affirme dans le même sens : « *Nous devons discuter avec tous les participants, y compris Assad et d'autres.* »[4] Le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank Walter Steinmeier, admet aujourd'hui : *« Il ne fait aucun doute qu'avec la présence de la Russie, quelque chose a changé. »*

Philip Hammond, ministre britannique des Affaires étrangères, a assoupli ses « conditions » sur la permanence d'Assad au pouvoir en disant : « *Nous pouvons être flexibles en ce qui concerne la forme de son éviction et nous pouvons être flexibles sur le calendrier.* »[5]

On trouve le même « virage » chez le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, quand il a annoncé que son gouvernement n'exigerait aucune renonciation d'Assad comme condition préalable pour commencer les « négociations de paix » : « *Si nous demandons d'entrée qu'Assad s'en aille, avant le début des négociations, nous n'irons pas très loin.* »[6] Jose Garcia-Margallo, ministre espagnol des Affaires étrangères, partage cet avis depuis longtemps : « *Le temps est venu, d'entamer des négociations avec le régime de Bachar al-Assad.* »[7]

Et voilà donc que John Kerry et Serguei Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, se sont réunis, le 23 octobre dernier à Vienne, avec les ministres des Affaires étrangères d'Arabie saoudite et de la Turquie pour convoquer un sommet international « plus large » sur la Syrie. Pour cette réunion, une invitation fut envoyée au gouvernement iranien, qui travaille plus ouvertement avec l'impérialisme depuis l'« accord sur le nucléaire », afin de « pacifier » la région. Il y a lieu de signaler que tant le gouvernement iranien que celui de la Russie ont intérêt à « résoudre » le conflit syrien – dans un sens favorable à leurs intérêts, bien sûr –, car il pèse énormément, et de plus en plus, sur leurs finances.



La conférence de Vienne a réuni les ministres des Affaires étrangères de 17 pays, dont ceux des Etats-Unis, de la Russie, d'Arabie Saoudite et, pour la première fois, d'Iran. Cependant, ni le régime syrien ni des représentants de l'opposition n'y ont participé. La réunion, même si elle a été qualifiée de « première étape » importante par les Etats-Unis et la Russie, s'est conclue par une vague déclaration : « Accélérer les efforts diplomatiques pour mettre fin à la guerre ». La « feuille de route » que la Maison-Blanche et le Kremlin sont en train de mettre au point est cependant claire : « 'exhorter les Nations Unies à réunir le gouvernement syrien et l'opposition dans un processus qui conduise à des élections » ; et surtout, « maintenir les institutions » à l'issue de la transition.

Ce nouveau déferlement diplomatique peut certainement avoir des effets politiques concrets. Il est cependant important de considérer les contradictions et les difficultés qu'auront l'impérialisme, Poutine et les ayatollahs iraniens pour parvenir à un accord effectif. Assad poursuit son offensive : le jour même de la conférence de Vienne, le régime syrien bombardait un marché dans l'est de Damas, tuant plus de 50 civils. La dénommée « opposition modérée », à savoir, la Coalition nationale pour les forces de l'opposition et la révolution syrienne (CNFORS), n'a même pas été invitée. D'autre part, il sera très difficile de concilier les intérêts régionaux entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Il en va de même pour la Turquie et les Kurdes syriens ; ces derniers ont obtenu des avancées militaires à Rojava et répondent au PKK turc, considéré comme « organisation terroriste » par Ankara.

En bref : après près de cinq ans d'un massacre atroce, il sera difficile qu'une ou plusieurs réunions de ministres des Affaires étrangères « au sommet » mettent fin aux combats à court terme. La perspective que le conflit syrien continue comme « guerre prolongée » reste la plus probable.

Il est essentiel de rejeter tout type « d'issue négocié », car aucun accord conclu entre l'impérialisme et les gouvernements de la Russie, d'Iran et de la Turquie ne peut être bénéfique pour le peuple syrien. N'importe quel genre de « transition politique » – avec ou sans maintien d'Assad au pouvoir pour un temps plus ou moins long – n'a ni n'aura comme objectif de répondre aux exigences démocratiques et économiques du peuple syrien.

Même si quelques concessions sont faites, une issue « par le haut » sera toujours au service de la continuité de l'essence du régime syrien non démocratique (« maintenir les institutions ») et de bradage ; sans parler de la structure capitaliste semi-coloniale du pays.

Seule la révolution peut renverser Assad et détruire les fondements mêmes de ce régime répressif, corrompu et serviteur de l'impérialisme.

Redoubler la solidarité avec la révolution syrienne !

La révolution syrienne traverse un moment difficile. Le front contre-révolutionnaire s'élargit et commence à connaître certains succès sur le terrain.

La plupart de la gauche internationale, qui continue malheureusement à soutenir le dictateur Assad, doit revoir cette position qui trahit la lutte héroïque du peuple syrien.

La vieille histoire du supposé « anti-impérialisme » du dictateur syrien devient ridicule. A ce stade, il est clair que la politique de l'impérialisme américain et européen ne passe pas par le « renversement » de Bashar al-Assad. Si ce dernier peut garantir une certaine « stabilité » ou au moins un scénario « moins chaotique » que le scénario actuel, l'impérialisme n'hésitera pas à le soutenir. Et Assad lui-même, pour sa part, ne ménage pas ses efforts pour paraître « fiable » et « nécessaire » aux plans impérialistes dans la région.

Nous continuons à affirmer que la seule solution progressiste pour le peuple syrien et l'ensemble du Moyen-Orient et du Maghreb passe par la défaite de la dictature syrienne et de ses alliés. Ce serait un « point de départ » fondamental. Il est donc nécessaire de s'opposer tant aux bombardements russes qu'aux bombardements étasuniens. Nous devons également nous opposer au récent envoi d'« unités spéciales » étasuniennes en Syrie, qui, comme annoncé par Obama, serviraient de « conseillers » contre l'Etat islamique.

Il est également crucial de s'opposer au pacte contre-révolutionnaire en gestation qui cherche une « issue négociée », pour démonter la révolution, préserver l'essence du régime et maintenir le dictateur syrien sanguinaire au pouvoir pour un temps plus ou moins long.

Il n'y a pas de négociation possible avec quelqu'un qui a massacré le peuple syrien et détruit le pays ! On ne peut pas faire confiance aux puissances qui bombardent actuellement la Syrie !

Plus que jamais, l'unité entre les rebelles arabes, et de ceux-ci avec les Kurdes, pour vaincre la dictature, l'Etat islamique et l'impérialisme, est décisive ; c'est une condition pour la victoire. L'unité d'action entre les YPG kurdes et l'ESL qui s'est faite à Kobané et à Tal Abyad reste la voie à suivre !

Ainsi, à la chaleur du combat contre le régime syrien et ses alliés, l'Etat islamique et l'impérialisme, il est nécessaire de forger une direction révolutionnaire capable de guider cette lutte vers un programme ouvrier, socialiste et internationaliste.

En dehors de la Syrie, la principale tâche est d'organiser la solidarité active et d'exiger à chacun de nos gouvernements non seulement la rupture des relations diplomatiques et commerciales avec la dictature d'Assad, mais aussi l'envoi inconditionnel d'armes lourdes, de médicaments et de tous types de fournitures aux troupes rebelles. En Russie, il faut appeler le peuple à rejeter l'intervention de Poutine sur le sol syrien.

La solidarité internationale avec la révolution syrienne est urgente. Un appui décidé des organisations ouvrières, sociales, démocratiques et, bien sûr, des partis de gauche, peut certainement faire pencher la balance en faveur du peuple syrien. Telle doit être notre tâche immédiate. ■

____

1 http ://noticias.lainformacion.com/politica/cumbre/kerry-llama-a-lavrov-para-coordinar-las-acciones-militares-en-siria_CCZMfF0Nw9NyymMCT1kY7/ ; http ://www.voanoticias.com/media/video/estadosunidos-rusia-siria-bombardeos-/2987836.html

2 http ://www.elmundo.es/internacional/2015/10/17/5621d2e946163fd80a8b45e6.html

3 http ://www.europapress.es/internacional/noticia-siria-kerry-dice-ahora-salida-assad-no-tiene-ser-inmediata-negociada-20150919144006.html

4 http ://br.sputniknews.com/mundo/20150923/2215074/Merkel-Assad-negociacao-Siria.html#ixzz3pu5k08Bc

5 http ://www.diariobae.com/notas/100770-el-ei-llamo-a-los-musulmanes-del-mundo-entero-a-la-guerra-santa-contra-rusia-y-ee-uu.html ?print=print

6 http ://www.europapress.es/internacional/noticia-francia-renuncia-exigir-salida-assad-requisito-dialogo-paz-20150921232849.html

7 http ://www.abc.es/internacional/20150907/abci-margallo-assad-siria-iran-201509072025.html

**Pour la défaite d'Assad, de la Russie,
de l'Etat islamique et de l'impérialisme !
Non aux bombardements des Etats-Unis et de la Russie !
Non aux « unités spéciales » des Etats-Unis en Syrie !
Non au pacte contre-révolutionnaire
d'une « issue négociée » en Syrie !
Pour la victoire des forces rebelles !**

La solidarité internationale des travailleurs de l'automobile

Depuis 1998, des travailleurs de l'automobile entretiennent des contacts entre différentes entreprises de l'automobile et de leurs sous-traitants dans le monde. Des travailleurs de GM d'Allemagne sont ainsi venus manifester la solidarité lors des menaces de fermeture d'Opel à Anvers en 2010, sous le mot d'ordre « Wir sind Opel » ; et la GM du Brésil disait dans un message que « *nous savons que c'est la même politique de GM qui, partout dans le monde et en particulier aussi au Brésil, essaye de faire payer la crise aux travailleurs* ».[1]

Lors de la 7e rencontre internationale de cette initiative, en juin 2013, un Groupe International de Coordination (ICOG – International Coordination Group) a été constitué, avec entre autres des représentants de l'Allemagne, du Brésil (CSP-Conlutas) et d'Espagne, en vue de préparer une *Conférence Internationale des Travailleurs de l'Automobile* (IAC – International Automotive-Workers Conference), qui a finalement eu lieu du 14 au 18 octobre 2015 à Sindelfingen (Allemagne).



La solidarité avec la grève de 12 jours en août 2015 des 4000 travailleurs de GM au Brésil, non seulement de la part d'autres entreprises automobiles du pays, mais aussi internationale, était encore fraîche dans la mémoire, comme expression concrète de cette initiative. A cette occasion, Luiz Carlos Prates, alias Mancha, travailleur de GM, dirigeant de CSP-Conlutas et représentant du Brésil dans l'ICOG, avait souligné que les licenciements au Brésil « *montrent le besoin d'une lutte unifiée de toute la classe des travailleurs* ».

La Conférence a réuni 41 délégations de 19 pays, en marge des directions syndicales bureaucratiques traditionnelles de ces pays. Un ICOG de 10 membres de six pays – l'Allemagne, le Brésil, l'Espagne, l'Afrique du Sud, la Colombie et l'Italie – a été constitué, en vue de donner suite à cette première Conférence, qui a approuvé à l'unanimité un document de fondation de la *Conférence Internationale des Travailleurs de l'Automobile.*

Le texte rappelle le soutien aux luttes contre les fermetures, « comme chez Opel Bochum (Allemagne), GM Sao José dos Campos (Brésil), Ford Genk (Belgique), Peugeot Aulnay (France) » ; contre les licenciements et la criminalisation des dirigeants de la longue grève chez Toyota aux Philippines ; en défense des intérimaires de Suzuki-Maruti en Inde ; contre les licenciements de travailleurs de Ssangyong en Corée ou de GM en Colombie, où des dirigeants syndicaux sont assassinés ; sans oublier les luttes récentes en Afrique du Sud et à Bursa en Turquie.

Il dénonce également le soutien aux multinationales et aux gouvernements « *de dirigeants syndicaux qui se soumettent à la lutte de concurrence des multinationales et à la logique du profit* ».

La conclusion est résumée en deux mots d'ordre :

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Travailleurs de l'automobile du monde, prenons l'avenir entre nos propres mains !

1 Voir Presse Internationale n° 73 (février 2010).

Abonnez-vous !

Par son auto-financement, notre journal ***En lutte*** est 100 % indépendant. Il se vend de main à main mais, pour le soutenir, vous pouvez aussi vous y abonner (en Belgique), au prix de *20 EUR pour 10 numéros.*

- Versez le montant sur le compte *Ligue Communiste des Travailleurs BE06 9731 2913 4922* avec mention de votre nom et « Abonnement EL »
- Communiquez votre adresse postale, soit par e-mail à lct.cwb@gmail.com soit par la poste à J. Talpe Rue de l'Elan 73 - Bte 10 1170 Watermael- Boitsfort

Espagne

Syndicalistes pour l'Unité populaire

Les élections générales en Espagne arrivent à grands pas. Après plusieurs années de luttes intensives contre les plans d'austérité imposés au peuple espagnol, après les grandes mobilisations des « indignés », la création de Podemos avait suscité des espoirs au sein de l'avant-garde européenne, au même titre que Syriza.

Toutefois, tout comme le désenchantement avec le gouvernement de Syriza ne s'est pas fait attendre et s'est déjà manifesté dans une première grève générale (le 12 novembre), le succès aux élections municipales de mai 2015, qui avaient mené Podemos au pouvoir à Madrid et à Barcelone, ont aussi été éphémères. Déjà, les sondages indiquent une chute importante des intentions de votes pour ce parti.

Face au tournant plus à droite de ce parti, et au profond processus de réorganisation politique que connaît l'Espagne actuellement, des initiatives naissent. C'est le cas de « Syndicalistes pour l'Unité populaire », qui rassemble plus de 2000 syndicalistes autour d'un programme classiste. Nous avons interviewé un camarade de Co-bas, membre de Corriente Roja, notre parti frère en Espagne qui participe à cette initiative.



Comment cette initiative est-elle née, et pourquoi ?

Syndicalistes pour l'Unité populaire est apparu l'été dernier. Un groupe de syndicalistes voyaient la nécessité pour la classe ouvrière de participer en tant que telle, activement et avec ses méthodes, dans le processus politique et syndical de réorganisation qui est en cours en Espagne.

La « vieille politique », représentée, entre autres, par des partis comme le PP et le PSOE, a pris l'habitude des mots vides et des programmes qui sont jetés à la poubelle au lendemain des élections. C'est contre cette façon de faire de la politique qu'apparaît la nécessité chez des millions de jeunes et de travailleurs de donner un sens, à partir des entreprises et des quartiers, à ce qui se répète encore et encore dans les campagnes électorales mais qui ne se fait pas : le changement social. Et pas n'importe lequel, mais le type de changement social que nous voulons. Le changement n'est qu'un vide s'il ne s'exprime pas en termes de propositions et avec un programme.

Après plusieurs réunions, il a été décidé de constituer ce groupement, qui est encore en plein processus de formation.

Qui fait partie de *Syndicalistes pour l'Unité populaire* ?

L'initiative est composée de syndicalistes et de militants du monde du travail, qui militent dans différents syndicats – CC.OO., UGT, CGT, Cobas... – et organisations politiques – IU (Gauche Unie), Podemos, PC, Corriente Roja, Entre Todos Si Se Puede (ensemble, on peut)... –, ainsi que des militants non affiliés.

Quel est son programme ?

Pour nous, le programme n'est pas un ensemble de « suggestions », mais un contrat social qui nous engage à nous battre pour lui. Y parvenir, ou non, dépendra de deux choses : les résultats que nous obtenons dans les urnes et la mobilisation permanente des travailleurs et du peuple pour soutenir la réalisation de ces propositions face à l'opposition inévitable du chœur de banquiers et de corrompus et de toutes les institutions, à commencer par l'Union européenne et la Troïka.

Notre engagement est avec les travailleurs et le peuple, leurs besoins et leurs demandes, et non avec les institutions du régime ni avec les lois que nous devons renverser.

Sur la base d'un brouillon, transmis aux membres militants, aux délégués et aux comités d'entreprise pour discussion préalable, une assemblée a eu lieu à Madrid le 3 octobre, pour approuver le programme (voir l'encadré).

Nous sommes conscients qu'un tel programme ne sera jamais accepté par l'UE et la Troïka. La défense de la souveraineté nationale exige de ne pas obéir à quelque limitation que ce soit dans l'application de ses plans. Nous proposerons donc un référendum contraignant sur la permanence dans l'Euro et l'UE.

Ces onze grandes mesures sont notre contribution pour que la classe ouvrière entre en action et occupe le centre du « paysage politique », sans laisser à des mains étrangères ce qu'il nous revient de faire nous.

On s'est mis d'accord que ce programme doit être fait pour être appliqué, et non comme une liste de suggestions qui peuvent être mises en pratique, ou non, selon le bon-vouloir du mandataire en poste, comme c'est le cas avec *Syriza* en Grèce ou *Podemos* et *Ahora en Comun* en Espagne. Comme le dit la charte de fondation, le programme doit être « *un contrat social avec les travailleurs et le peuple* » et doit avoir comme base la défense de la classe ouvrière. Car nous ne pouvons pas continuer à laisser les décisions qui affectent notre vie aux mains de ceux qui nous exploitent et nous oppriment chaque jour.

Quels objectifs sont poursuivis en plus des prochaines élections générales du 20 décembre ?

En plus d'un accord sur le programme, il fut décidé que nous nous présenterions aux prochaines élections générales du 20 décembre, à l'intérieur de ce qui était jusqu'à maintenant *Ahora en Comun* (ensemble, maintenant), devenu aujourd'hui *Unité Populaire*, mais avec nos propres candidats et notre programme ; et de donner une continuité à ce regroupement après les élections.

L'accord atteint est donc devenu la base pour chercher cette continuité et parvenir à ce qu'il y ait une référence de classe dans ce pays, une référence ouvrière, une référence qui regarde la réalité avec les yeux de la classe ouvrière et avance des alternatives ouvrières, démocratiques, socialistes. C'est cette lutte que nous avons devant nous. Pour cette raison, la lutte doit continuer sur ce terrain – celui de l'unité politique ouvrière, de pôle ouvrier, de référence, bloc, alliance, ou comme on voudra l'appeler –, autour d'une solution de classe que nous avons commencé à construire ; elle doit avoir une continuité au-delà des élections. Tel est le défi le plus important face à la situation de barbarie à laquelle nous mène ce système. ■

Le programme

- Un nouveau Statut des Travailleurs, annulant les réformes du travail et des pensions. Non aux ERE's et ERTE's (procédures expéditives de licenciement).
- Un plan d'urgence sociale qui garantisse qu'aucune famille ne reste sans alimentation, logement, éducation et soins de santé ; en commençant, pour cela, par l'interdiction des délogements.
- Un plan de choc contre le chômage, qui inclut la réduction de la journée de travail sans réduction de salaire, pour répartir le travail, ainsi que l'allocation de chômage pour tous les sans-emploi.
- Education et soins de santé à 100 % publics et de qualité.
- Réforme fiscale pour que payent ceux qui ne le font pas actuellement : les riches, les spéculateurs et l'Eglise.
- Pour du pain, du travail et un toit ; pas un euro de plus aux banquiers ; audit de la dette et suspension du payement de celle-ci.
- Création d'une banque publique et nationalisation des industries clés et de celles du secteur minier.
- Un plan de mesures d'urgence en défense des droits démocratiques et contre toute forme d'oppression. Contre le machisme, l'homophobie, la transphobie et toute discrimination vis-à-vis de l'orientation sexuelle.
- Pour le droit à décider ; et en premier lieu, le droit des citoyens à décider entre la monarchie ou la république.
- Pour le droit des peuples à décider. Référendum contraignant sur l'appartenance à l'Union européenne, cette machine de guerre sociale contre les travailleurs.
- Nous exigeons l'annulation de la « Loi bâillon » et de toutes les lois répressives. Pour une amnistie sociale pour tous les accusés et détenus dans ces années de lutte contre la crise.



Nous sommes confrontés à une des plus grandes attaques terroristes dans une capitale européenne depuis des décennies. Cette attaque peut seulement être comparée à l'attentat au métro de Madrid du 11 mars 2004, revendiqué par Al-Qaïda, avec 191 personnes assassinées et près de 2 000 blessées.

Le président français, François Hollande, a rapidement répondu par des déclarations comme « le combat [contre les terroristes] sera sans pitié » ; « la France sera impitoyable ». A cet égard, ses premières mesures furent l'imposition de « l'état d'urgence » dans tout le pays et l'annonce de la fermeture totale des frontières. Il a également ordonné la mobilisation de l'armée et a immédiatement envoyé plus de 1 500 soldats dans les rues ; lesquels rejoignent les 7 000 qui patrouillent déjà Paris en permanence depuis l'attaque contre le siège de l'hebdomadaire satirique *Charlie Hebdo*, perpétré en janvier de cette année.

A l'aube, Hollande a fait d'autres déclarations publiques depuis l'Elysée. Il a dit n'avoir « aucun doute » sur le fait que la responsabilité des attaques incombait à l'Etat islamique : « Il s'agit d'un acte de guerre commis par ISIS – son sigle en anglais – contre les valeurs que nous défendons ». Le président français a également laissé entendre que les terroristes auraient agi moyennant « des complices à l'intérieur du pays ».

Face à ces faits, nous manifestons :

1. Notre rejet total des attentats qui ont coûté la vie de personnes innocentes à Paris. Nous exprimons notre solidarité avec les blessés et avec les familles des victimes décédées. Nous ressentons profondément la douleur du peuple de Paris.

2. L'Etat islamique a revendiqué la responsabilité des attentats. Cela ne devrait surprendre personne, car c'est un « parti-armée » qui prône un programme théocratique ultra réactionnaire et utilise des méthodes fascistes pour terrifier et asservir des populations entières en Syrie et en Irak. Des actions de ce type, selon la méthode dite de « terrorisme individuel », pourraient être vues par certains comme « anti-impérialistes », par le fait d'avoir été réalisées dans une capitale importante, la capitale française. Mais il n'en est rien. Il s'agit d'une action clairement réactionnaire, utilisée contre la classe ouvrière européenne et immigrée. Il s'agit en effet d'attaques contre de simples gens, dont beaucoup sont des travailleurs. Non seulement elles ne sont pas dirigées contre les capitalistes et elles n'« affaiblissent » pas les Etats impérialistes, mais, à l'inverse, elles les « renforcent » – au moins provisoirement –, car elles offrent des arguments aux gouvernements pour attaquer, avec une escalade répressive et réactionnaire, les minorités ethniques et religieuses, ainsi que le mouvement ouvrier et la gauche en général. Dans ce cas, l'offensive sera dirigée sûrement contre les immigrés arabes et musulmans, et contre les dizaines de milliers de personnes qui arrivent, ou essayent d'arriver du Moyen-Orient, en tant que « réfugiés ». Les médias bourgeois tentent d'associer, une fois de plus, « l'islam » avec l'Etat islamique, alors qu'une telle comparaison est complètement fausse et absurde.

3. En même temps, le rejet, à juste titre, de l'Etat islamique et de ses méthodes ne devrait pas empêcher la condamnation de l'énorme et dégoûtante hypocrisie de Hollande, de l'ancien président français Nicolas Sarkozy, d'Obama, de Merkel, etc., qui essayent de redorer leur blason avec une prétendue défense des « valeurs humaines » et de la « démocratie » contre la « barbarie terroriste », alors qu'ils ont promu de terribles invasions au sol (comme en Irak et en Afghanistan) qui ont causé des centaines de milliers de morts au Moyen-Orient et qu'ils sont actuellement les protagonistes des bombardements en Syrie et en Irak. Les gouvernements européens et étasunien ont beau mettre en avant et revendiquer la lutte contre la « civilisation » et contre la « barbarie », ils sont les premiers responsables pour le sauvage terrorisme d'Etat au Moyen-Orient. Les marques de leurs griffes impériales remontent aux siècles de colonialisme dans la région – en Algérie, par exemple, dans le cas Français –, sans oublier l'imposition et le maintien de dictatures sanglantes – comme celle de Bachar al-Assad, en Syrie – et le génocide de populations entières moyennant des interventions militaires, y compris l'historique nettoyage ethnique en Palestine. **Il est donc nécessaire de rejeter catégoriquement les méthodes atroces de l'Etat islamique, mais sans oublier une seconde, et sans cesser de dire que les plus grands terroristes de l'histoire humaine sont les puissances impérialistes.**

4. Le cynisme de ces messieurs n'a pas de limites. **La presse internationale commence déjà à parler du « 11 septembre français » et beaucoup soulèvent ouvertement la promotion d'une « guerre totale contre le terrorisme » dans le style de George W. Bush**. A cet égard, nous nous opposons à toutes les mesures répressives que Hollande a annoncées : l'état d'urgence et davantage de militarisation. Il est certain que cela sera utilisé contre les immigrants qui peinent à essayer de survivre en France et dans d'autres pays européens. La « fermeture des frontières » est clairement associée à la politique de ne plus accueillir des « réfugiés », à un moment où nous sommes témoins de la plus grande vague de migration en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Pour appliquer toutes ces mesures réactionnaires, Hollande et les autres gouvernements européens vont s'appuyer sur l'inévitable renforcement du climat de racisme et de xénophobie qui se nourrit de telles attaques. Les partis d'extrême droite, du genre Le Pen et autres, feront certainement leurs choux gras de ce climat pour essayer de responsabiliser et de poursuivre directement les réfugiés qui fuient la guerre en Syrie et dans d'autres pays du Moyen-Orient. La politique de Hollande et de l'impérialisme européen appelle à une supposée « unité nationale et internationale contre la terreur ». Mais nous donnons alertons : cette rhétorique est un écran de fumée pour attaquer les libertés démocratiques des peuples européens eux-mêmes et pour poursuivre sans merci les immigrants et les réfugiés.

5. La gauche mondiale, et en particulier la gauche européenne, ainsi que tout le mouvement ouvrier, social et de promotion des droits de l'Homme, doit rejeter dans la rue l'ensemble de ces mesures répressives et discriminatoires du gouvernement français, dont l'Etat islamique a facilité l'application avec ses méthodes terroristes. ■

Les attentats à Paris



La France a connu l'une de ses nuits les plus dramatiques depuis des années. La terreur s'est emparée de Paris, suite à une série d'attaques suicides menées en huit points de la ville et qui, selon un comptage partiel, ont fait au moins 127 morts et plus de 200 blessés, dont beaucoup dans un état grave.

La plupart sont morts criblés de balles dans la salle « Le Bataclan », bondée de gens qui assistaient à un concert musical. Il y eut d'autres attaques avec des bombes et des armes automatiques, dans les restaurants à proximité et dans les environs du Stade de France, où se jouait un match de foot amical entre les équipes française et allemande. Après l'explosion de l'un des kamikazes, la foule qui assistait au match s'est mise à courir, terrifiée, et est descendue sur le terrain de jeu. Huit assaillants sont morts en enclenchant leurs ceintures chargées d'explosifs.

Lire la suite sur la page antérieure

Secrétariat international de la LIT-QI
São Paulo, le 14 novembre 2015

Toute notre solidarité avec les victimes et leurs familles !
A bas les mesures répressives de Hollande,
facilitées par l'action terroriste de l'Etat islamique !
Contre toute forme de xénophobie et d'islamophobie !
L'asile, immédiatement et sans restriction,
pour tous les réfugiés qui arrivent en France et en Europe !